

Les politiques doivent changer pour que les industries forestières de PNG puissent survivre et prospérer

par Dick McCarthy

Association des industries forestières de PNG

PO Box 229

Waigani, Papouasie-Nouvelle-Guinée

fiapng@dalec.com.pg

LES INDUSTRIES forestières de Papouasie-Nouvelle-Guinée contribuent énormément au développement national. Le secteur forestier a investi quelque 600 millions de dollars des Etats-Unis et emploie entre 10.000 et 15.000 personnes, soit 5% du total de la main-d'oeuvre rémunérée de PNG. Les industries forestières contribuent environ 270 millions de dollars annuellement au PIB du pays, et le gouvernement perçoit quelque 85 millions de dollars en taxes et autres redevances. En outre, les industries forestières de PNG offrent des emplois et fournissent des services dans les zones rurales, où d'autres activités économiques sont souvent rares. Les propriétaires fonciers reçoivent environ 20 millions de dollars chaque année en paiements directs pour le droit de récolter du bois sur leurs terres.

La plupart des habitants de PNG considèrent que les produits forestiers sont essentiels pour assurer leurs moyens d'existence. Ils utilisent tous le bois dans leurs maisons et leurs lieux de travail, de même que de nombreux produits en papier dans la vie de tous les jours.

Le bois n'est pas considéré uniquement comme une ressource naturelle, renouvelable et à bon rendement énergétique, mais également comme une ressource stratégique de plus en plus importante pour l'avenir, notamment du fait que, d'ici 2010, certains grands projets d'exploitation minière seront abandonnés et devront être remplacés par des industries d'exportation. Les industries forestières devront apporter une contribution de plus en plus importante à l'économie du pays.

Le potentiel d'exportation

La base de ressource de l'industrie toute entière, à savoir la récolte, les scieries, la production de particules de bois et de placages, la fabrication de contreplaqué et l'expansion des plantations, n'occupe que 3,7 millions d'hectares, soit moins de 10% des 46 millions d'hectares de superficie du pays. Les possibilités de créer une industrie d'exportation florissante basée sur cette ressource sont multiples: il est prévu que, d'ici 2010, la consommation intérieure de bois industriel en PNG sera passée à 591.000 m³ alors que le rendement annuel durable de bois industriel est estimé à 3,3 millions de m³. Par conséquent, la PNG pourrait avoir à disposition quelque 2,7 millions de m³ à vendre chaque année sur les marchés du monde. (Il faut signaler cependant que les statistiques forestières ne sont pas particulièrement fiables: il y aurait lieu d'achever en toute priorité l'inventaire national des forêts puisque c'est sur cette base que l'on peut effectivement procéder à l'aménagement forestier et au développement appropriés.).

Il est évident que si les décisions prises par les pouvoirs publics sont bien orientées, le secteur du bois de PNG peut énormément contribuer au développement du pays. Les innovations technologiques et l'évolution des marchés lui ouvriront de grandes possibilités d'utiliser des volumes croissants de ses bois feuillus (extraits tant de la forêt naturelle que des plantations) pour fabriquer une vaste gamme de produits destinés au marché intérieur et à l'exportation, ce qui valorisera considérablement dans l'avenir et les forêts naturelles et les plantations, et par conséquent leur préservation et leur



aménagement durable. L'Association des industries forestières de PNG admet qu'il est nécessaire d'améliorer les pratiques forestières pour réaliser l'aménagement durable des forêts naturelles. Un des objectifs déclarés de l'Association est de moderniser ces pratiques et, à cet effet, elle est prête à oeuvrer avec toute partie partageant cet objectif.

Le plan de l'Association

L'Association des industries forestières de PNG a élaboré un plan pour l'industrie forestière de PNG, qui couvre la période de 2001 à 2036 et dont le but est de garantir une industrie du bois économiquement viable et durable dans un cadre environnemental acceptable. Ce plan prévoit d'accroître la compétitivité du secteur et d'offrir des incitations en vue d'investissements dans l'industrie. Son caractère vital est de chercher à mettre un terme au déclin de la base industrielle actuelle qui résulte de l'érosion des capitaux investis, à cause d'obstacles tels que le fardeau de taxes non durables et discriminatoires, l'absence de développement et d'entretien de l'infrastructure rurale et l'insuffisance du réinvestissement dans le secteur forestier de la part du gouvernement. Le plan traite de nombreux problèmes, à savoir la sécurité de la ressource, des réformes concernant l'administration, l'industrie et les propriétaires des ressources, l'expansion des forêts artificielles grâce à des stratégies d'investissement et l'affectation de revenus au renouvellement de la ressource, la protection des autres valeurs forestières grâce à l'affectation de revenus à la conservation et aux pratiques d'aménagement forestier durable, et la promotion d'une main-d'oeuvre plus nombreuse et compétente.

Nous espérons que la mise en oeuvre de ce plan entraînera une valorisation, à plus de 100%, de la production de produits forestiers, en créant 20% d'emplois supplémentaires dans l'industrie, et qu'elle quintuplera la superficie de ligniculture à des fins commerciales en la portant à 300.000 hectares.

Suite à la page 31

Changement d'orientations indispensables

La formulation de la politique forestière en PNG a toujours beaucoup intéressé le grand public. A juste titre d'ailleurs: les forêts recouvrent une grande partie de la superficie du pays et appartiennent à peut-être cinq millions de personnes. Il est évident que leur gestion nécessite et affecte toutes sortes de parties prenantes et d'acteurs.

L'industrie du bois subit constamment des changements, tant du point de vue des marchés que des progrès technologiques. Les politiques relatives au secteur doivent être adaptables et capables de réagir à ces changements; elles devraient encourager le développement à l'intérieur d'un cadre reconnaissant et favorisant le développement durable. Les éléments clés à y incorporer comprennent: la sécurité de la base de ressource, en vue d'assurer le développement des industries, tant existantes que nouvelles, tributaires de la forêt; la durabilité économique; et la durabilité sociale, qui doit comporter des mesures environnementales appropriées.

Beaucoup de progrès a été réalisé en PNG depuis l'adoption de la politique nationale sur les forêts en 1991. Toutefois, bien que cette politique présente beaucoup de bons côtés, son application a raté, en particulier récemment: différents acteurs, notamment certaines organisations bénéficiant de financements internationaux, cherchent à imposer des priorités de développement sectoriel qui ne sont peut-être pas dans l'intérêt national de la PNG mais qui sont considérées comme faisant partie des grandes priorités 'globales' que la PNG doit accepter.

Pour que la PNG puisse maintenant assurer, dans son secteur forestier, la stabilité nécessaire à sa croissance future, certaines raisons majeures de l'échec de la politique forestière doivent être prises en compte. Il est absolument indispensable de réexaminer en profondeur la politique et les conditionnalités de la Banque mondiale en matière de prêts, qui sont imposées à la PNG depuis 1995 en échange d'un appui à l'ajustement budgétaire et structurel. Il semble que les incidences des restrictions imposées par la Banque sur l'aménagement forestier ou le développement futur des entreprises forestières n'ont pas vraiment été prises en considération. Mais elles ont eu un effet cumulé dévastateur.

Système des recettes forestières

Il est nécessaire également de revoir entièrement le système des recettes forestières, y compris toutes les taxes et redevances de l'industrie et les paiements aux propriétaires fonciers. Trois études parrainées par la Banque mondiale depuis 1997 n'ont rien produit dans le sens d'un système applicable et capable de répondre au marché. En fait, rien n'a changé bien qu'environ quatre millions de kina des moyens financiers de la PNG aient été dépensés pour ces études.

Le système des recettes forestières doit être transformé en un outil qui permettra d'améliorer l'aménagement forestier, et non simplement pour procurer des revenus au gouvernement. Il devrait prévoir des incitations facilitant au secteur privé la poursuite de l'aménagement forestier durable et le développement des plantations. Il doit s'attaquer aux problèmes de fiscalité et d'investissement forestier par les particuliers, à la fixation des prix et à l'allocation des grumes et aux coûts de



De bonnes chances de gagner: l'Association des industries forestières de PNG affirme qu'il est nécessaire de créer un climat équitable qui permettra à l'industrie locale du bois de jouer un rôle compétitif sur le marché mondial. Photo: A. Sarre

l'infrastructure. Il doit encourager les investissements étrangers en PNG et assurer la stabilité fiscale. Il devrait encourager la production à valeur ajoutée de produits du bois et résoudre la question des exportations de grumes: l'industrie forestière est actuellement la seule industrie rurale en PNG qui soit soumise à des impôts sur les coûts de production.

Conclusion

L'industrie forestière de PNG peut aider à soulager la crise économique du pays grâce à un régime de développement durable, en créant des emplois et générant des revenus par le biais de l'expansion continue des principaux marchés d'exportation au sein de l'économie forestière mondiale. Cette situation ne pourra se développer que:

- si la PNG se sensibilise davantage au rôle qu'elle joue dans l'économie mondiale: elle ne peut pas se permettre de perpétuer ses politiques forestières isolationnistes. Les interventions du gouvernement au cours des dernières années ont souvent été incompatibles avec les tendances mondiales des secteurs forestiers et de ce qui touche l'environnement, limitant ainsi considérablement la capacité de la PNG de gérer et de mettre en valeur une ressource importante sur le plan international;
- si la PNG envisage ses politiques de manière objective et dans un contexte mondial. Sinon, l'industrie rationnelle se trouvera en mauvaise posture et sera privée d'importantes opportunités économiques, entraînant la permanence à un niveau trop élevé du déficit de la balance des opérations courantes;
- si le gouvernement de PNG fait valoir les questions environnementales de son pays auprès des instances internationales responsables des politiques. L'état d'esprit actuel de groupes écologistes influents qui opèrent en PNG semble irrationnel et irresponsable et le gouvernement national n'est pas en mesure de prendre des décisions énergiques; et
- si les pratiques forestières en PNG sont perfectionnées de manière à réaliser l'aménagement durable des trois types de ressource ligneuse disponibles, à savoir les forêts naturelles, les forêts secondaires et les plantations.